

Commission : Conseil des Ministres de la Défense et des Armées

Problématique : Vers un système de défense européen face à la montée des tensions sur le continent et dans le monde ?

Auteur : Pays-Bas

Au cours de l'histoire, les Pays-Bas ont joué un rôle majeur dans la construction de l'Union Européenne et s'imposent toujours sur l'échiquier politique européen. Les Pays-Bas appartiennent à l'union du Benelux, un des noyaux de base de la construction européenne, ainsi que celle de l'espace Schengen. Notre pays est aussi membre fondateur de l'Organisation du Traité Atlantique (OTAN), de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et de l'Union européenne (UE) grâce au traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA). Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, nous nous engageons avec ferveur au maintien de la paix à travers le monde. De plus, nous possédons encore une grande influence dans les régions en développement de nos anciennes colonies puisque nous avons une présence accrue grâce à nos ressortissants. Les Forces armées néerlandaises sont composées de la Koninklijke Landmacht (armée de terre), la Koninklijke Luchtmacht (chasse aérienne) et la Koninklijke Marine (marine). Il s'agit d'une force volontaire, le service militaire étant suspendu mais pas aboli. De plus, nous possédons des missiles nucléaires américains dans le cadre du plan de partage de l'OTAN.

Face à la montée des instabilités et l'éclat d'une guerre sur le sol européen, la question de la création d'une armée européenne s'impose plus que jamais.

Les Pays-Bas désirent une plus grande collaboration en matière européenne mais nous ne sommes pas favorables à la création d'une armée européenne autonome. Nous considérons l'OTAN comme fondement de la sécurité européenne et nous estimons que celle-ci peut se voir fragilisée avec la création d'un système européen de défense. Nous veillons au maintien des bonnes relations avec les États-Unis d'Amérique et le Canada. Cependant, en 2017, le gouvernement néerlandais a publié une note de politique sur la défense dans laquelle il soulignait la nécessité d'une "autonomie stratégique européenne". Notre gouvernement participe activement à la Coopération structurée permanente (CSP) de l'UE qui développe la collaboration européenne dans le domaine de la défense. De plus, nous contribuons financièrement au Fonds européen de la défense. En outre, nous exprimons notre préoccupation face à la gigantesque instabilité en Europe de l'Est. Nous condamnons les actions du président russe Vladimir Poutine et du Kremlin et nous avons pris plusieurs mesures pour réduire la présence russe dans notre sol. Notre président Mark Rutte et la ministre de la Défense Kaja Ollongren ont réaffirmé le soutien de notre pays à l'Ukraine en leur envoyant des véhicules blindés. Par ailleurs, le ministre néerlandais des affaires étrangères a annoncé que les Pays-Bas seraient prêts à vendre des avions de chasse General Dynamics F-16 Fighting Falcon à l'Ukraine, une arme plus puissante et polyvalente que les armes proposées précédemment.

Les Pays-Bas proposent plusieurs solutions face à l'incertitude qui règne au sein de l'UE sur cette question. Avant tout, nous défendons fermement le dialogue entre nations puisque nous croyons à la bonne entente entre tous les pays qui composent l'UE et à leur capacité à régler ce type d'enjeux ainsi que leurs diverses contraintes. C'est pour cette raison que nous misons sur l'influence diplomatique que nous possédons afin de promouvoir la coopération et la stabilité en Europe. Ainsi, nous avons organisé des sommets de l'UE pour discuter des défis communs, tels que la crise des migrants et le Brexit, et nous avons toujours travaillé à la résolution pacifique des conflits dans la région. Nous croyons nécessaire d'augmenter notre union en travaillant sur l'approfondissement de l'intégration européenne.

En conclusion, les Pays-Bas adoptent une approche proactive et multilatérale pour faire face aux menaces à la stabilité de l'UE. Nous défendons une plus grande coopération entre nations mais nous ne voulons pas pour autant fragiliser notre entente avec le continent américain et risquer la disparition de l'OTAN.